

À AGRESSION HISTORIQUE, RIPOSTE HISTORIQUE !

PROPOSITION DE LA CONVERGENCE POUR UNE JOURNÉE NATIONALE INTERPROFESSIONNELLE ET UNITAIRE AVEC MANIFESTATION À PARIS SUR LE THÈME « LE SERVICE PUBLIC EST NOTRE RICHESSE.

Dés le soir du 2ème tour des élections municipales et cantonales, le Président de la République, son premier ministre et tous les leaders de l'UMP, drapés dans leur arrogance et leur déni de démocratie habituels, avaient prévenu : les coups de la Réforme allaient pleuvoir plus vite et plus fort !

La litanie sur la dette publique et la modernisation de l'Etat, l'utilisation obsessionnelle des mots réforme et adaptation, modernité et pragmatisme, ne peuvent faire oublier **les privilèges fiscaux accordés par milliards aux plus riches** pour annoncer ensuite sans scrupule que les caisses de l'Etat sont vides. Le présent pour l'immense majorité de la population, c'est de plus en plus une insupportable rigueur !!!

Les faits sont là, têtus : la stratégie qui vise à adapter la société française aux normes de la mondialisation libérale et aux objectifs de la finance internationale, à imposer partout la règle de la concurrence « libre et non faussée », à commercialiser les biens communs et toutes les activités humaines, à organiser la **liquidation systématique de la notion de droits et de réglementation collective pour la remplacer par le marché et le contrat individuel**, NE FAIT PAS NOTRE BONHEUR !!

Au contraire, le quotidien, c'est la hausse vertigineuse du coût de la vie, des taxes et prélèvements obligatoires de plus en plus lourds avec en face la proposition illusoire et cynique de pouvoir faire des heures supplémentaires défiscalisées alors que dans le même temps le patronat exerce un continuel chantage à la délocalisation et à la productivité!!!

Ce sont des mesures continues de restrictions, sur fond de **mise en accusation des usagers et des salariés du secteur public**, dans l'exercice du droit aux soins (taxes médicales, non remboursement pour les soins dentaires et les lunettes), dans l'aide sociale (carte famille nombreuse, allocations familiales...), c'est une incroyable **chasse aux postes dans la fonction publique** (un départ à la retraite sur deux non remplacé, possibilité de licenciement avec le projet de loi sur la mobilité sociale dans la fonction publique !), et les **fermetures décidées ou programmées dans les entreprises publiques** d'hôpitaux, d'écoles, de collèges, de gares, de bureaux de poste... qui en sont la conséquence directe.

Avec le **recul de ces biens communs et de ces acquis collectifs, la remise en cause de la totalité des services publics et des systèmes de protection sociale solidaire**, pour leur substituer des systèmes assuranciers individuels, dont l'efficacité dépend du revenu des souscripteurs, avec la **diminution des moyens dont peuvent disposer les collectivités territoriales** pour mener des politiques répondant aux besoins des populations, là où elles veulent vivre et travailler, **ce sont les droits fondamentaux** à l'éducation, à la santé, au logement, à l'eau, à l'énergie, au transport, à la communication, aux services à la personne (...), **qui ne peuvent plus s'exercer pleinement dans l'égalité et la proximité, l'équilibre et la solidarité dans l'aménagement du Territoire national qui sont compromis !**

Le chômage qui persiste, la précarité qui se généralise, la paupérisation qui s'accroît et dont le net recul depuis plus de dix ans de la part du salaire dans la richesse produite est la manifestation la plus flagrante, font que des millions de gens, niés dans leur dignité, entrent dans la pauvreté, tandis que des pratiques inhumaines d'exclusion et d'expulsions se multiplient.



des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics
Usagers - Salariés - Élus / Associations - Syndicats

Convergence nationale

Hôtel de Ville 23000 Guéret
Tél. : 06 81 98 94 46 (Bernard Defaix)
Courriel : nosfuturs@aliceadsl.fr
Site internet : <http://www.v-s-p.org>

Face à une agression de plus en plus brutale sans commune mesure sur tout ce que les luttes sociales et des rapports de forces favorables à l'intérêt général et aux progrès de la démocratie avaient permis d'inscrire dans le pacte républicain, opposons notre volonté de liberté, d'égalité, de justice sociale et de solidarité !.

A agression historique, riposte historique !

Nous appuyant sur la multiplication de toutes ces luttes, portées par les organisations syndicales, des élus ou par des collectifs d'usagers, qu'elles soient sectorielles, globales, locales ou nationales, qui toutes refusent que la richesse naturelle ou produite soit soumise aux stratégies de la spéculation financière et revendiquent un rôle accru et une plus grande qualité du service public (éducation nationale, santé et secteur hospitalier, transport ferroviaire des voyageurs et des marchandises, énergie, ANPE, le logement et le crédit, livret A, La Poste, l'eau, services de l'Etat comme le judiciaire, l'équipement...)

Nous appuyant sur les mobilisations syndicales et associatives annoncées pour le mois de mai (en particulier le 15, le 17, le 18, le 24 et le 31)

Nous appuyant sur le succès de la pétition « Nos services publics sont une richesse », pétition dont nous sommes signataires et que nous nous engageons à faire signer,

Nous appuyant sur les demandes pressantes d'usagers, de citoyens, d'élus de plus en plus démunis et d'associations locales pour agir rassemblés

Nous estimons qu'il est **urgent et nécessaire de construire une riposte collective**, un puissant « tous ensemble » dans la rue pour faire reculer ce gouvernement, refuser cette entreprise de spoliation généralisée des forces vives de ce pays au profit d'une minorité d'intérêts privés, et pour avancer au contraire sur les droits sociaux et sur une politique au service de l'homme et écologiquement responsable.

Cela implique de porter plus haut et plus fort l'exigence de service public, condition première pour garantir la maîtrise publique d'un certain nombre de leviers économiques et sociaux essentiels. Pour nous cette exigence est inséparable d'une exigence de démocratisation des institutions et de nouvelles conquêtes pour l'exercice effectif de la citoyenneté .

Aussi faisons-nous la proposition d'une journée nationale interprofessionnelle et unitaire avec manifestation à PARIS sur le thème « le service public est notre richesse ; pour les droits, la protection sociale et une société solidaire, exigeons son développement ! » . Elle pourrait avoir lieu entre le 24 mai et le 7 juin 2008.

Fidèles à la démarche qui est celle de La Convergence depuis sa création nous la soumettons à la discussion collective auprès des associations d'usagers, de citoyens, des différents collectifs locaux, départementaux, nationaux, des organisations syndicales et des partis politiques, ainsi qu'aux signataires de la pétition « les services publics sont notre richesse » .

Nous souhaitons inscrire cette mobilisation dans le cadre de l'Europe des Peuples, l'Europe des Droits Sociaux. Le 1er juillet la France prendra la présidence de l'UE ; nous voulons continuer à refuser une Europe libérale et élitiste et converger avec toutes celles et ceux qui comme les travailleurs roumains de Dacia, les manifestants de Ljubljana et l'appel de la CES, veulent qu'on respecte, avec les biens communs et la reconnaissance du caractère non marchand des services publics, leurs aspirations et leurs besoins.



des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics
Usagers - Salariés - Élus / Associations - Syndicats

Convergence nationale

Hôtel de Ville 23000 Guéret
Tél. : 06 81 98 94 46 (Bernard Defaix)
Courriel : nosfuturs@aliceadsl.fr
Site internet : <http://www.v-s-p.org>